

La question de l'eau dans le conflit israélo-libanais octobre 2006

Initialement, l'objectif déclaré d'Israël en frappant le Sud-Liban était de répondre à l'enlèvement de deux de ses soldats par le Hezbollah. Certains observateurs du Proche-Orient avancent que le véritable enjeu de l'agression israélienne serait la prise de contrôle de la région Sud du Liban, dans le but d'avoir accès à l'eau de la rivière Litani. Dans quelle mesure les ressources hydriques peuvent-elles être une source de conflit entre les deux pays ?

Une région en pénurie

Classé par la Banque Mondiale comme l'une des régions les plus pauvres en ressources naturelles renouvelables en eau, le Moyen-Orient présente des disparités considérables. Les données chiffrées sont rares mais on peut affirmer que deux pays, la Turquie et le Liban, peuvent être considérés comme les châteaux d'eau de cette zone. A l'inverse, de nombreux États se situent désormais sous le seuil de pénurie, estimé à 1 000 m³ d'eau par habitant et par an. À 500 m³, la situation devient critique et à moins de 100 m³, il faut faire appel à des sources d'eau « non conventionnelles » comme le dessalement ou la réutilisation des eaux usées. Le Koweït, le Qatar et Bahreïn disposent de 90 à 120 m³ par habitant et par an, Israël de 400 m³ et la Jordanie de 260 m³. Ces deux derniers pays accusent un déficit d'environ 300 millions de m³/an qu'ils comblent en surexploitant les nappes phréatiques, dont certaines ne sont pas renouvelables. L'ancien secrétaire général de l'ONU, Boutros Boutros-Ghali, a été l'une des premières personnalités internationales à tirer la sonnette d'alarme : « Le prochain conflit dans la région du Proche-Orient portera sur la question de l'eau (...). Le contrôle des ressources hydrauliques est ainsi un enjeu primordial pour le Liban, Israël et la Syrie ». Le cadre naturel de ces trois pays est marqué par un certain nombre de contraintes :

- le débit global des ressources hydriques est faible car c'est une région aride à évaporation intensive
- les réseaux hydrologiques sont complexes et ne respectent pas les frontières
- la qualité de l'eau se dégrade en raison de la surexploitation des nappes phréatiques ce qui entraîne la salinisation de celles-ci.

Un conflit ancien

Plusieurs « guerres de l'eau » ont déjà eu lieu dans le passé, comme le contentieux portant sur les sources du Jourdain. Ce fleuve possède trois sources majeures : celle du Dan, israélienne depuis 1948, celle du Baniyas en Syrie et celles du Hasbani et du Ouasani qui s'écoulent du Liban vers Israël. Après la 1^{ère} guerre mondiale, l'eau avait déjà joué un rôle de délimitation des frontières lors du démantèlement de l'Empire Ottoman. Pendant les années précédant la guerre de 1967, les tensions s'accroissent entre Israël et ses voisins arabes après l'échec du plan Johnston en 1964. La Ligue arabe décide alors de détourner les eaux du haut Jourdain afin d'empêcher Israël de continuer à se développer en utilisant l'eau de ce fleuve. Israël a riposté en détruisant les installations arabes et, en juin 1967, ce pays conquiert le plateau du Golan dominant le lac de Tibériade et prend ainsi le contrôle des ressources en eau. La guerre des Six Jours présente donc un caractère hydro-politique. En 1978, Israël intervient au Liban par le biais de l'« opération Litani ». L'eau n'a pas été la raison principale du contentieux entre ces deux pays mais continue à être une arme et un enjeu notamment à des fins de mobilisation idéologique, comme le montre l'exemple du rôle joué par l'eau dans le discours politique libanais.

Facteurs démographiques aggravants pour Israël

Israël est bien le parent pauvre de la région. Avec l'arrivée des immigrants d'origine russe, la consommation par habitant a augmenté pour s'élever à 300 m³ par personne et par an. Avec une surconsommation d'eau pour les productions de coton et d'agrumes des kibboutz, l'irrigation du Néguev, le développement de l'industrie, le pays exploite, selon une étude menée par le *Programme des Nations Unies pour l'Environnement*, 100% de ses ressources renouvelables. Les Israéliens puisent 79% de cette eau dans les ressources renouvelables (pour les 2/3 dans les eaux souterraines), ceci conduisant à une surexploitation des nappes. Israël a aussi recours à l'utilisation des ressources non conventionnelles : eaux retraitées, eau saumâtre destinée à l'industrie. Aujourd'hui, les besoins en eau sont assurés pour les 2/3 par des ressources provenant de l'extérieur des frontières de 1948. Le bassin du Jourdain fournit l'essentiel de son eau à Israël. L'eau de surface y contribue à hauteur de 250 millions de m³ par an, le reste venant des trois grandes nappes phréatiques de Cisjordanie.

Les réserves du Sud-Liban

Quatre fleuves principaux assurent l'approvisionnement du pays : le Litani, qui longe toute la plaine de la Bekaa et se jette dans la mer au Sud-Liban, l'Assi (l'Oronte), qui prend sa source dans l'anti-Liban et coule ensuite vers la Syrie, le Hasbani qui descend vers Israël, enfin le Nahr Al-Kelb, qui coule de la Syrie au Liban. A ces fleuves s'ajoutent une multitude de petits cours d'eau d'intérêt local. Des projets avaient été élaborés dans les années 50 et 60 sur le Litani pour améliorer le niveau de vie de la population du Sud-Liban dans les domaines de l'irrigation et de l'énergie hydroélectrique. Seule la première partie du projet, couvrant le barrage de Qiraoun et un tunnel de dérivation entre le Litani et l'Awali, a pu être achevée. Depuis mars 1978 (date de l'"opération Litani" engagée par Israël), le fleuve est considéré par l'État hébreu comme une ligne rouge en deçà de laquelle il estime sa sécurité menacée. On a parfois évoqué un projet de tunnel élaboré par Israël pour dévier l'eau du fleuve vers la vallée du Hasbani, au nord du lac de Tibériade. Il n'existe aucune preuve de l'existence de ce tunnel, pas plus que d'éventuel transport d'eau par camions-citernes vers Israël.

Avec des réserves évaluées à 3,6 milliards de m³, le pays du Cèdre fait l'objet de toutes les convoitises et particulièrement celles de son voisin hébreu. Le dossier de l'eau dans cette région est une cause de litige importante mais pourtant pas essentielle au regard du problème des frontières ou de l'influence politique régionale. Si ces deux pays avaient une réelle volonté politique de paix, l'eau ne pourrait pas constituer un obstacle majeur à celle-ci. En revanche elle peut être un excellent prétexte à de nouvelles confrontations.